La délégation suisse sera combative

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **29.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-280736

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La délégation suisse sera combative

Dans quelques jours, les ONG du monde entier se retrouveront à quelques dizaines de kilomètres de Pékin. Dernière ligne droite avant la Conférence elle-même.

Emmenée par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, une délégation suisse exclusivement féminine part pour Pékin dans un esprit combatif. Bien consciente que dans ce monde, ce sont les hommes qui décident de l'évolution politique, sociale et économique et que les intérêts et les besoins spécifiques des femmes ne sont que rarement pris en compte. D'où sa ferme détermination de faire valoir avec insistance son point de vue, dans cette grande rencontre, convoquée par l'ONU du 4 au 15 septembre, qui rassemblera des femmes de tous les pays du monde. Avec d'autant plus de fermeté face à l'étrange coalition du Vatican et de l'Iran, qui semblent bien décidés à dresser toutes sortes d'obstacles à la mise au point d'une plate-forme commune, répétant leurs manoeuvres dilatoires de la Conférence du Caire sur la population et le développement. C'est ce qui ressort d'un dossier élaboré dans la perspective de la rencontre de Pékin par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. (Voir encadré)*.

Colossal

Patricia Schulz, responsable du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, n'a cessé d'être aux premières loges dans la préparation de ce colossal rassemblement, qui a suscité d'âpres controverses, notamment dans les domaines des droits de la personne humaine, de la violence envers les femmes, de la santé et du rôle des femmes dans l'économie. Le projet de plate-forme compte 250 paragraphes, nombre d'entre eux étant mis entre parenthèses. Pour la délégation suisse, note sans illusion Monika Ruhl, membre de la délégation et collaboratrice de la Division des organisations internationales au Département fédéral des affaires étrangères, il est important que le document final de la Conférence ne retombe pas en deçà de celui de Nairobi. Et de placer ses espoirs dans les ONG, qui, lorsqu'elles se mettent d'accord pour une proposition, sont vraiment en position de force.

La délégation officielle suisse réunit autour de Ruth Dreifuss et de Patricia Schulz diverses collaboratrices spécialisées de l'administration fédérale, les conseillères nationales Judith Stamm et Rosmarie Bär, des représentantes d'associations féminines et diverses personnalités qui entretiennent des liens étroits avec des ONG. Elle compte donner la priorité aux thèmes des droits de la personne humaine, de la violence envers les femmes, des conséquences des conflits armés pour les femmes, des femmes en politique et dans l'économie, de la santé et du développement. Elle s'emploiera à ce que des actions et des mesures d'avenir soient adoptées à Pékin.

Essentiellement sous la pression de la Chine et de l'Iran, l'ONU a refusé d'accréditer à Pékin onze ONG, dont l'Organisation des femmes tibétaines en Suisse.

Danielle Bridel, membre de Zonta International, fera aussi le voyage de Pékin, mais pour participer activement au Forum 95 des ONG, confiné à Huairong à quelque 50 km du centre de Pékin, lieu de convergence d'une multitude d'ONG qui mettront sur pied quelque 350 ateliers et manifestations. Les ONG de la région Europe et Amérique du Nord mettront l'accent, indique-t-elle, sur tous les thèmes qui préoccupent également la délégation officielle de la Suisse. Défiant la distance, le Forum 95 ouvre à Huairong un centre de communication équipé d'ordinateurs permettant de communiquer avec l'extérieur.

Anne-Marie Ley

(*)Le dossier d'information sur la 4e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes réalisé par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, qui sera complété ultérieurement, est mis gratuitement à la disposition de tout-e intéressé-e, sur demande, Eigerplatz 5, 3003 Berne.

Un rapport pour Pékin

(alm) *«Ce n'est pas le moment de mollir»*, s'est exclamée la syndique de Lausanne Yvette Jaggi dans un ouvrage qu'elle a trouvé le temps d'écrire en 1991. Une phrase qui garde tout son sel à la lecture des conclusions de la Commission fédérale pour les questions féminines, appelée à commenter le rapport du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes sur la situation des femmes en Suisse.

Plus de vingt ans après l'introduction du suffrage féminin, les femmes sont en Suisse bien loin d'une participation égalitaire dans les sphères de décision du monde politique. Dans l'économie, les activités les plus lucratives sont l'apanage des hommes, alors que les femmes, même si leur formation scolaire et professionnelle accuse des progrès considérables par rapport à 1975, restent confinées dans des activités professionnelles mal rémunérées et assument l'essentiel du travail non rémunéré de prise en charge des enfants et du ménage. Les hommes sont peu enclins à assumer de nouvelles tâches et obligations. La politique sociale, familiale et de l'emploi ne se borne pas à refuser son soutien à des modes de vie égalitaires, mais les complique énormément, lorsqu'elle n'empêche pas tout bonnement leur concrétisation. Ces dernières années, le voile s'est levé sur les formes de violence, physique ou psychique, que les hommes exercent contre les femmes, à la maison, dans les espaces publics et sur les lieux de travail.

Pour autant, la nécessité de réaliser l'égalité entre hommes et femmes dans tous les secteurs de la société semble aujourd'hui faire l'objet d'un large consensus. Les difficultés surgissent en revanche lorsqu'il s'agit de passer à l'action.

La Commission fédérale dénonce avec virulence la tendance à la primauté des forces qui prônent une égalité purement formelle et qui prennent prétexte des difficultés financières pour couper dans les budgets de l'éducation, de la formation professionnelle et des bureaux de l'égalité. Il faut à la fois, note-t-elle, une conscience démocratique aiguë et des mesures ciblées dans tous les secteurs de la société, afin de répartir plus équitablement pouvoir, influence, travail et chance dans la vie. Cantons et communes ont à cet égard un rôle important à jouer.

Une trentaine de femmes des différentes régions linguistiques ont apporté leur contribution à l'élaboration du rapport intitulé «Des acquis - mais peu de changements? La situation des femmes en Suisse». Elles ont dressé un véritable état des lieux sur la condition des femmes cinq ans avant l'an 2000 sous forme d'un ouvrage de référence, fourmillant de réflexions stimulantes. Des statistiques éloquentes, ainsi qu'une bibliographie par thèmes apportent un complément utile. Disponible dans les trois langues officielles, ainsi qu'en anglais (pour la Conférence de Pékin), ce rapport peut être commandé à l'Office central fédéral des imprimés et du matériel (OCFIM), 3000 Berne, au prix de fr. 29,60.